L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 19 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI MATIN, 14 AOUT.

L'Evacuation.

(Suite.—Voir l'*Abeille* d'hier.)

(Correspondance particulière de la *France*.)

Belfort, 9 h. 51 m.

Le calme et le bon ordre se sont maintenus à Nancy toute la journée de mercredi et ont continué dans la soirée et dans la nuit. Sur tous les points de la ville, il n'y a pas eu d'agitation. La musique des pompiers, qui a joué des airs patriotiques au milieu d'une foule immense, a été acclamée sans manifestation d'aucun genre.

Dans la soirée, la proclamation suivante a été affichée dans toute la ville.

Depuis ce matin le drapeau national flotte à toutes les fenêtres de la ville ; la joie est dans tous les cœurs. La tranquillité la plus grande règne dans la ville. Nancy s'est fait un point d'honneur de prouver qu'elle est avant tout et par-dessus tout une ville d'ordre. Une journée si bien commencée ne peut que bien finir ; aussi a-t-il été entendu entre l'administration municipale et la préfecture que la musique des pompiers jouera ses plus belles fanfares ce soir sur la place Stanislas et la place des Carrières.

Le maire, BERNARD.

Le *Journal de Lunéville* raconte, dans les termes suivants, l'évacuation de cette ville par les Allemands :

Vendredi, 1 heure.

Ce matin, vers sept heures, les cloches sonnant à toute volée annonçaient à tous le départ du dernier soldat allemand ; mais la légitime impatience de nos concitoyens n'avait pas attendu ce signal et déjà la ville entière était pavoisée.

Pas de cris, pas de manifestations bruyantes, mais une grande animation dans les rues, un grand contentement peint sur tous les visages. Feu d'inscriptions sur les drapeaux ; beaucoup de crêpes, car telle nous comprenons combien ce jour révèle de tristes souvenirs dans le cœur de nos compatriotes annexés.

Un peu plus tard, la Société de musique instrumentale se réunissait aux Halles pour de là parcourir les principaux quartiers de la ville où l'on n'avait depuis si longtemps entendu que le fifre et le tambour allemands. La ville était suivie par une foule appartenant surtout à notre jeune génération, car aujourd'hui les enfants sont avant tout congé et les ouvriers n'avaient pas qualité leur travail, se réservant probablement pour le jour où nous verrons arriver les premiers représentants de l'armée française.

Un soir et demain la musique se fera entendre à huit heures, au Bosquet ; à cette heure tout le monde en pourra profiter.

La municipalité a adressé dans la soirée le télégramme suivant, à M. Thiers :

Lunéville, le 1er août, huit heures cinquante-cinq minutes.

A M. Thiers.

Libre enfin, grâce à vous, la ville de Lunéville, à l'heure même de sa délivrance, veut se faire l'expression de sa profonde gratitude.

Le maire et les adjoints.

M. le maire d'Epinal a remis mercredi, sa démission entre les mains de M. le préfet. On ne sait pas encore si elle sera acceptée ou refusée.

D'après le *Mémorial*, elle est motivée par un conflit qui s'est élevé à propos de la musique. Le capitaine commandant des pompiers avait fait enfermer les morceaux de musique, pour empêcher que les musiciens se rendissent à la gare ; et, d'un autre côté, le maire avait invité ceux-ci à s'y rendre.

Quelques arrestations ont été faites à Epinal dans la soirée de mercredi.

Le préfet des Vosges a adressé la proclamation suivante aux habitants d'Epinal, qui avaient laissé éclater leur mécontentement au sujet du retard qu'éprouvait l'arrivée des soldats français :

Habitants d'Epinal,

Sur la foi de nouvelles données par les journaux, vous comptiez recevoir hier matin une compagnie de chasseurs à pied ; au lieu d'une, on nous en donne quatre, presque tout le bataillon et l'état-major.

En retour, on nous a demandé un répit de trente-six heures, ce délai étant nécessaire pour préparer les hommes au départ.

Le train spécial qui les amènera, gêné dans sa marche par les trains ordinaires n'arrivera, sauf incident, cette nuit, qu'à une heure et demie.

Habitants d'Epinal,

Quelques-uns ont cru ou dit, depuis hier, que l'administration, dans le ne sais quel sentiment de défiance indigne d'elle et de vous, voulait dissimuler l'heure de l'arrivée de nos braves soldats.

J'ai meilleure opinion de votre patriotisme ; quand, par une récente circulaire aux maires, j'exprimais l'assurance que les populations vosgiennes accueilleraient nos soldats avec joie et respect, j'étais de bonne foi.

J'engage donc la population d'Epinal à attendre patiemment l'heure désirée : de m'adresse à ses sentiments de patriotisme ; qu'elle sache donner une légitime émotion et rester ce soir ce que, dans sa presque unanimité, elle a été hier et avant-hier.

Epinal, le 31 juillet 1873.

Le préfet des Vosges, H. DARCY.

Les dépêches suivantes ont été adressées de divers points à M. Thiers :

Pont-à-Mousson, le 2 août, sept heures trente minutes.

A M. Thiers.

Les soussignés, habitants de Pont-à-Mousson, se souviennent de tout ce que vous avez fait pour hâter la délivrance du territoire, tiennent à vous renouveler l'hommage de leur reconnaissance et de leur respectueuse sympathie au jour de leur délivrance.

EUGÈNE ORY, *imprimeur*, au nom de 750 signataires.

Saint-Dié, le 2 août, six heures du matin.

A M. Thiers.

Au moment où le dernier bataillon de corps d'occupation allemand dans les Vosges quitte notre ville et va franchir la frontière, les conseillers municipaux de Saint-Dié, interprètes de la population, n'ont pris de vous offrir l'expression de leur profonde gratitude pour le dévouement patriotique avec lequel vous avez préparé et poursuivi la grande œuvre de la libération du territoire.

Le maire,
Signé GACHOTTE.

Nomeny, le 2 août, neuf heures dix minutes.

A M. Thiers.

Les Prussiens sont partis. Nos cœurs reconnaissants vous envoient leurs acclamations.

Signé LEROY et familles habitant Nomeny.

Une correspondance particulière nous signale, à propos de l'évacuation, un fait qui mérite d'être rapporté :

Arrivés à la frontière, les soldats allemands se retournent du côté de la France, se rangent en bataille et, au signal donné par leurs chefs, présentent les armes. C'est, de l'avis d'un officier prussien lui-même, un témoignage de considération qu'ils rendent ainsi à notre pays.

FAITS DIVERS ET NOUVELLES.

— Le ministère de la justice a adressé la note suivante à plusieurs journaux :

" Plusieurs journaux ont parlé d'une circulaire du garde des sceaux aux juges de paix, leur demandant des renseignements politiques. Cette nouvelle est absolument calomnieuse. Aucune circulaire, ni même aucune lettre individuelle de ce genre n'a été adressée, par le ministre de la justice, à aucun juge de paix."

— M. Target est déjà de retour de La Haye. Il y est allé passer 24 heures environ. C'est beaucoup pour un ministre plénipotentiaire en Hollande.

Il est vrai que M. de Broglie, du temps où il était ambassadeur de M. Thiers en Angleterre, avait donné le mauvais exemple en restant le moins possible à son poste.

Et puis, on a peut-être besoin de M. Target à Paris. C'est un homme sur qui l'on peut compter.

— On pense que M. Calmon posera sa candidature dans le département de Seine-et-Oise. M. Calmon ayant été tout particulièrement en butte aux attaques des hommes du 24 mai, son élection serait sans aucun doute la meilleure des protestations contre le renversement du gouvernement de M. Thiers.

— Tous les préfets dont les départements ont été déjà visités à dire ont été invités par le ministre de l'intérieur à se rendre à Versailles pour rendre compte de la situation de leur département.

Il était bien inutile de les déranger. S'ils sont francs, ils affirmeront au ministre que le succès des candidats républicains est plus que jamais assuré.

— TOULON.—On écrit de Toulon, le 31 juillet 1873 :

" La *Garonne* est arrivée depuis hier ses passagers libres, marins et militaires : les 500 forçats et les 35 jeunes détenus provenant des maisons de détention seront à bord demain dans la matinée. Si s'il n'arrive pas de nouveaux ordres, ce transport ne sera plus à Toulon samedi matin.

Quoique la *Garonne* ne doive pas toucher à Valti, on embarque tout de même un certain nombre de passagers destinés à cette colonie ; on les débarquera à la Nouvelle-Calédonie, où ils attendront une occasion favorable pour se rendre à leur destination.

— BORDEAUX.—On lit dans la *Gironde* :

" On nous signale de plusieurs côtés une agence qui a créé diverses succursales aux quatre coins de la ville, sous le couvert d'une propagande catholique et dont le principal siége est au centre même de Bordeaux, rue R...., au rez-de-chaussée. Ces succursales seraient autant de bureaux de recrutement pour les bandes carlistes.

" Nous nous empressons d'ajouter que, à part les personnes pieuses qui dirigent l'affaire, la clientèle ordinaire de ces établissements n'est pas de celle qu'on serait à rencontrer au coin d'un bois. Aussi choisit-elle généralement la nuit pour aller et venir dans la rue R...."

— Voici d'ailleurs, un lambeau de conversations échangées entre une des recrues et un de nos amis :

— Pourriez-vous m'indiquer le cercle ?...

— Volontiers, le voici. Qu'y allez-vous faire ?

— Je m'engage dans l'armée des carlistes.

— Ah ! Et d'où venez vous ?

— Ça ne vous regarde pas.

— Et que gagnerez-vous ?

— Je n'en sais rien.

— Et qui vous enrôle ?

— Quelqu'un qui ne vous regarde pas.

Celui qui faisait ces réponses pleines de réserve n'avait assurément pas le vin expansif. Nous disons " le vin, " car il était profondément ivre, à moins qu'il ne fît semblant de l'être. Au demeurant, d'assez bien l'homme de l'emploi : pas de cravate, pas de gilet, un paletot déboutonné, laissant voir un torse vêtu que couvrait insuffisamment une chemise souillée de honteuses maculations ; des pantalons trop courts, des souliers trop grands ; un type à la Callot.

Mais qu'importent la propreté et le reste quand on combat pour la bonne cause ! Le " roy, " qui guérit les écrouelles, purifie certainement ses soldats.

— Le ministre de la guerre vient d'adresser la circulaire suivante au général commandant en chef l'armée de Versailles, gouverneur militaire de Paris, commandant supérieur de la 1re division militaire ; aux généraux commandant en chef de corps d'armée et aux généraux commandant les divisions et subdivisions militaires :

Versailles, le 22 juillet 1873.

" Général,

" J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien inviter les chefs de corps sous vos ordres à rappeler aux militaires alsaciens ou lorrains, actuellement sous les drapeaux, qu'aux termes des traités conclus avec l'Allemagne, ceux d'entre eux qui résident hors d'Europe (l'Algérie, colonies) peuvent exercer jusqu'au 1er octobre prochain leur droit d'option pour la nationalité française.

" Quant aux mineurs natifs d'Alsace-Lorraine qui font partie de notre armée à un titre quelconque, il sera utile de leur faire savoir de nouveau que la chancellerie allemande ne considère comme valables que les options faites par des mineurs autorisés à cet effet par leurs parents ou tuteurs d'Alsace. L'autorité allemande exige même que les parents ou tuteurs des mineurs aient eux-mêmes valablement opté pour la nationalité française et aient fixé en France leur domicile.

" La disposition qui concerne les personnes résidant hors d'Europe s'applique aussi aux mineurs, il est indispensable que vous fassiez savoir aux intéressés, par leurs chefs directs, que ceux-là seuls qui servent en Algérie ou aux colonies peuvent en revendiquer le bénéfice.

" Du reste, les militaires mineurs appartenant à des corps stationnés hors d'Europe (Algérie, colonies) qui ont atteint ou atteindront leur majorité et qui feront leur déclaration d'option avant le 1er octobre prochain (dernier délai fixé par les traités), n'auront plus besoin du consentement de leurs parents ou de leurs tuteurs pour exercer leur droit d'option.

" J'attache beaucoup de prix à ce que ces dispositions soient clairement expliquées aux intéressés, et je désire que vous prescriviez aux chefs de corps de me faire connaître, par votre intermédiaire, les situations particulières sur lesquelles ils désireraient des éclaircissements.

" Recevez, général, l'assurance de ma considération distinguée.

" *Le ministre de la guerre*,
DU BARRAIL. "

— Les chambres de la cour de cassation se sont réunies jeudi, pour délibérer sur les faits relevés à la charge de M. de Saint-Grenier, premier président de la cour d'appel de Toulouse.

Elles ont rendu, sur le rapport de M. le conseiller chargé de l'instruction, un arrêt renvoyant M. de Saint-Grenier devant elles comme prévenu d'avoir provoqué en duel M. le procureur général Ramé.

M. de Saint-Grenier sera cité devant la cour de cassation, toutes chambres assemblées, pour le 19 août présent mois.

Le pouvoir disciplinaire dont est investi la cour de cassation est réglementé par l'article 82 du sénatus consulte du 16 thermidor an X, l'article 50 de la loi du 20 avril 1810, et l'article 4 du décret-loi du 1er mars 1852.

Aux termes de ce dernier article, la cour de cassation peut prononcer la déchéance du magistrat traduit devant elle.

Elle peut aussi prononcer sur sa suspension.

Il appartient à la cour seule de décider si les débats auront lieu publiquement ou en chambre du conseil ; de même elle seule, qu'il appartient d'autoriser le magistrat inculpé à se faire assister d'un conseil.

Mais dans l'un et l'autre cas, la demande doit en être expressément adressée à la cour par le magistrat lui-même.

— Les ateliers de la Seyne ont commencé à mise en chantier du croiseur à grande vitesse dont les plans ont été approuvés par le conseil d'amirauté et la construction ordonnée par M. le ministre de la marine.

Voici des renseignements officiels sur cet incroyable navire, où tout paraît impossible et exagéré, et qui sera cependant une réalité et un des types les plus remarquables de la flotte française.

Ce bâtiment s'appellera le *Tourville*.

Il aura cent mètres de long sur quinze mètres de large.

Sa machine devant développer une force de 7,000 chevaux lui donnera une vitesse moyenne de dix-huit nœuds à l'heure.

Sa construction, combinée de fer et de bois de Teak, lui donnera une solidité à toute épreuve, et il sera insubmersible par une heureuse combinaison de cloisons étanches.

Armé de 6 canons de 19 centimètres dans ses tourelles, il aura de plus en batterie 30 canons de 16 centimètres.

L'avant, taillé en éperon, lui permettra d'exécuter des abordages désastreux, et il sera muni de soutes pouvant contenir un approvisionnement de vingt jours de combustible.

— M. Victor Hugo, dont nous avons annoncé l'arrivée à Paris, vient donner le bon à tirer pour son roman intitulé : 1793.

— Un convoi de 30 millions de francs a été expédié hier de Paris à destination de l'Allemagne.

C'est un à compte sur le troisième quart du cinquième milliard de dette, lequel doit être intégralement payé le 5 août.

Il n'y aura plus que 250 millions à payer le 5 septembre.

Est-il nécessaire de rappeler que cette somme était toute prête dans les caisses de l'Etat avant l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement ?

LE PROCÈS BAZAINE.

Dans la liste des 372 témoins cités par l'accusation ne figure pas le nom du maréchal de Mac-Mahon, quoi qu'on en ait dit. Il paraît que son titre de chef de l'Etat l'empêche d'être appelé devant un tribunal.

Néanmoins, il est à présumer que le ministère public ou la défense provoqueront à ce sujet un incident devant le conseil de guerre. Dans ce cas, le maréchal serait entendu à titre de renseignement. Sa présence en face de l'accusé ne serait pas un des moindres éléments d'intérêt du procès.

J'ai sous les yeux la liste des 372 témoins et j'y remarque :

Parmi les militaires :

Les maréchaux Canrobert et Le Bœuf ; les généraux Changarnier, de Ladmirault, de Failly, et de Laveaucoupet ; le chef d'escadron de France, le capitaine de la Tour-du-Pin, le capitaine Young, le colonel Merlin, les généraux Jarras, Coffinières, Frossard ; le chef d'escadron de Beaumont ; les colonels d'Andlau et Stoffel ; le commandant Garcin, les intendants Lebrun, Wolff et Friant, les généraux Soumbaki, Magnan et Lebrun ; l'intendant Uhrick, les généraux Le Flô, Gagneur et Soleille, etc., etc.

Parmi les civils :

MM. Gambetta, de Kératry, Jules Favre, Delamis, secrétaire d'ambassade ; Lachaud, ministre plénipotentiaire ; André, préfet de la Drôme ; Arnoux-Riviers, Bonnard-Rameau, maire de Versailles, etc.

A côté de ces noms connus, il y a d'autres noms inconnus, qui représentent pourtant ainsi dire le côté mystérieux du procès, comme, par exemple, ceux de MM. Reuier, sellier ; Garrigues, coiffeur de façon ; Marchal, ouvrier cloutier, etc.

— Le maréchal est ravi de voir arriver le moment de son procès. Il disait hier à quelqu'un qu'il ne s'était jamais mieux porté que depuis le jour où l'ouverture des débats a été enfin fixée.

En effet, il se porte à merveille. Il étudie chaque pièce de son volumineux dossier avec un soin infini. Il tient beaucoup à ce qu'aucune ne sorte de chez lui, et il redoute par-dessus tout les commentaires erronnés des journaux.

Opinion de Béranger sur la République

rapportée par M. Louis Blanc :

" Béranger était républicain à coup sûr ; mais il n'apercevait la République que *loin, bien loin encore dans l'avenir*, parce que la génération contemporaine ne lui paraissait pas propre à fournir des républicains, parce que, dans la plupart de ceux qui se proclamaient tels, et qu'il jugeait sincères, il ne découvrait qu'aspirations rétrogrades où il cherchait des conditions désséchées ; parce qu'enfin beaucoup s'entre eux prenaient follement, pour de la dignité personnelle, la *négation de toute discipline*, et *l'envie* pour l'*égalité*. Je me souviens, qu'un jour il me dit avec un sourire douceâtre mais moqueur : " Vous êtes trop pressé mon enfant. Vous parlez de République ! Mais dans la République, il faut un vice-président, attendu que le président peut tomber malade. Or, trouver aujourd'hui quelqu'un qui se contente d'être vice-président, voilà le difficile ! "

—On assure que la demande en commutation de peine de M. Charles Lullier aurait été repoussée par la commission des grâces.

Une Expédition au Spitzberg.

Les journaux norwégiens publient un intéressant récit du capitaine Mack, envoyé la découverte des malheureux surpris par les glaces au Nord du Spitzberg, au mois de septembre dernier, et qui avaient été abandonnés d'hiverner dans ces régions.

En voici le résumé :

" Après avoir rendu compte de son arrivée dans l'Isfjord, le 16 juin, et des vaines tentatives qu'il fit pour parvenir avec son navire jusqu'à Mitterhuk, le point de cap Thomas où se trouvaient les magasins qu'on supposait avoir servi de refuge aux hivernants, M. Mack raconte que, le 17 juin, il envoya en avant une embarcation commandée par un harponneur.

" Après six heures d'absence, cet homme revint, apportant la nouvelle que, tous les matelots étaient morts.

" Sur le corps de l'un d'eux était attaché un billet du capitaine Tillefsen, de Bergen, commandant le vapeur *l'Elida*, annonçant qu'il avait emporté tous les papiers trouvés à Mitterhuk.

" Le lendemain 18, l'*Elida* revint, et les deux capitaines se rencontrèrent amicalement à terre. Ils arrivèrent à l'établissement vers trois heures. Aux abords de la maison étaient amoncelés des habits, des couvertures de lit, des fourrures et autres objets.

" Un peu plus loin, leurs regards s'arrêtèrent sur un grand hangar de bois couvert d'une toile goudronnée ; cette toile cachait cinq cadavres.

" Le visiteur ensuite les diverses pièces composant les magasins.

" Dans la chambre de droite étaient étendus six cadavres horriblement défigurés ; dans celle de gauche, trois morts étaient couchés dans des lits d'un quatrième sur une caisse. Ce dernier avait un bonnet et une veste fourrés, et ses mains étaient recouvertes de gants de laine blanche.

" Les trois autres cadavres présentaient un aspect affreux.

" A côté d'eux se trouvaient des restes de leur dernière nourriture : trois biscuits, quatre ou cinq tablettes de sucre, un paquet de légumes secs.

" On enterra tous les corps dans une tombe commune qui fut creusée par l'équipage de l'*Elida*, après qu'on eut vainement cherché les restes des autres matelots, dont les corps devaient sans doute être cachés par quelque part sous la neige, encore très-haute.

" Quant au dix-huitième marin, il était mort avant d'arriver à Mitterhuk.

" Le retour en Europe fut heureux. Il n'y eut qu'un accident à signaler. Le 29 août, le navire échoua sur un banc de sable, mais il fut remis à flot sans avarie. "

DIVERS.

JARDIN DE MAGNOLIA.

Les plus belle et la plus favorable place du monde entier. Hôtel, pour pensionnaires, tables d'hôte, chambres, appartements, etc.

Ouvert comme jour.

LE DIMANCHE GRANDS CONCERTS GRATIS PAR BAL.

Restaurant et table ouverte de midi et de 5 heures du soir. Toujours du bon frais.

Les jeunes de la nouvelle ou autre rangée du jardin.

Dans le salon se trouve un beau piano.

AUGUSTE ROMAINE.

Consulat de France

A LA NOUVELLE-ORLEANS.

A VIS est donné aux ALSACIENS-LORRAINS en, ayant fixé leur domicile en France, qu'ils peuvent faire leur déclaration d'option à ce consulat, au ministère de la guerre, ils ont la faculté de déclarer, par voie de conséquence, leur option en faveur de la nationalité française, ce qu'ils ne font de la manière qu'ils ne seraient point appelés à faire le service militaire en Allemagne, et que leurs enfants mineurs, ainsi que les célibataires suivants comme chefs de famille.

ARTICLE PREMIER.

1. La durantie de la corporation est établie dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et la paroisse sous le nom de la Louisiane, et la dénomination sous laquelle elle sera connue, dans et dans les affaires, sera celle de " LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DELTA DE LA NOUVELLE-ORLÉANS."

2. Elle pourra exercer les pouvoirs ci-dessus énumérés dans la ville de la Nouvelle-Orléans et dans toute autre partie de l'Etat de la Louisiane, et elle pourra établir des succursales dans les différentes parties de l'Etat, et nommer des agents pour y exercer ses pouvoirs, et elle pourra aussi exercer ses pouvoirs dans tout autre Etat ou Territoire des Etats-Unis, et dans tout autre pays, pourvu qu'elle se conforme aux lois de l'Etat, Territoire ou pays où elle désirera exercer ses pouvoirs.

3. La durée de la corporation sera de vingt-cinq années, à partir du jour de son organisation définitive, avec le droit de renouveler et de prolonger son existence pour une autre période de vingt-cinq années, en se conformant aux dispositions de la loi qui pourra être alors en force.

ARTICLE DEUXIEME.

Les objets de cette Compagnie sont déclarés être :

1° De faire des assurances sur les maisons de toutes sortes, marchandises, meubles et effets mobiliers, navires, bateaux à vapeur, barques, chalands, et autres propriétés contre les dommages résultant du feu.

2° De faire des assurances maritimes sur les navires, frets, bateaux à vapeur, chalands, barques, marchandises, et autres effets mobiliers, contre les dommages résultant des périls de la mer, des périls de navigation, des périls de rivières, des périls de lacs, des périls de feu, des périls de guerre, des périls de piraterie, des périls de pirates, des périls de barratrie, des périls de capture, des périls de représailles, des périls de prises, des périls de détention, des périls de princes et gouvernements, des périls de mutinerie, des périls de jets, des périls de naufrage, des périls de voies d'eau, des périls de fausse route, des périls de changement de route, de voyage ou de navire, des périls de changement de propriétaires, et contre tous autres périls, pertes et dommages qui peuvent survenir ou être encourus pour toutes les personnes ou corporations.

ARTICLE TROISIEME.

1. Le capital de la Compagnie est fixé par la présente charte à un million, divisé en quarante mille actions de vingt-cinq dollars chacune, payables aux époques et de la manière prescrites dans l'article IV de cette charte.

2. Aussitôt que quarante personnes auront souscrit le capital d'un million de piastres sera déclaré complet, et la Compagnie sera organisée, et elle pourra commencer ses opérations, et exercer tous les pouvoirs conférés par cette charte.

3. Les souscripteurs au capital de la Compagnie, après la souscription de trente mille actions, auront le privilége indiqué dans la section 2 de cet article, de souscrire pour dix mille actions de plus, et ainsi de suite pour chaque souscription de dix mille actions de plus, jusqu'à ce que le capital d'un million de piastres soit souscrit.

4. Pourront exercer les pouvoirs conférés par cette charte, les personnes qui auront souscrit pour trente mille actions au moins, et qui auront payé cinq pour cent sur le montant de leurs souscriptions respectives, lorsque ledit nombre aura été souscrit, et le montant payé comme il est indiqué ci-dessus, et les personnes qui souscriront pour les dix mille actions de plus, et ainsi de suite, pourront exercer les pouvoirs conférés par cette charte, après avoir payé cinq pour cent sur le montant de leurs souscriptions respectives, lorsque ledit nombre aura été souscrit, et le montant payé comme il est indiqué ci-dessus.

5. Aucune personne ne pourra être admise à exercer les pouvoirs conférés par cette charte, à moins qu'elle ne soit propriétaire d'au moins dix actions de la Compagnie, et qu'elle ne soit nommée par les souscripteurs ou propriétaires de la majorité des actions de la Compagnie, et qu'elle ne soit élue par eux.

6. Aucune certificat d'action ne sera émis par ou pour l'action qui n'ait été payée en totalité, et aucun certificat d'action ne sera émis pour aucune action, excepté à la Compagnie elle-même, à moins que le montant total ne soit payé sur ladite action.

7. Les transferts d'actions ne seront faits que par les propriétaires en personne ou par leurs attorneys légalement constitués, sur la demande, et sur présentation des certificats d'actions, et sur le portage légal et sur le livre-journal de cette Compagnie.

8. Le solde ou capital de la compagnie, ou tout versement ou partie de versement sur les actions, ne pourra être remboursé aux actionnaires, excepté à la dissolution de la Compagnie, à moins qu'il ne soit déclaré par le conseil d'administration, et alors seulement tout ce qui aura été payé.

9. Les transferts d'actions ne seront faits que par les propriétaires en personne ou par leurs attorneys légalement constitués, sur la demande, et sur présentation des certificats d'actions, et sur le portage légal et sur le livre-journal de cette Compagnie.

10. Le solde ou capital de la compagnie, ou tout versement ou partie de versement sur les actions, ne pourra être remboursé aux actionnaires, excepté à la dissolution de la Compagnie, à moins qu'il ne soit déclaré par le conseil d'administration, et alors seulement tout ce qui aura été payé.

ARTICLE QUATRIEME.

1. Toutes les personnes qui ont consenti ou pourront plus tard consentir à souscrire au capital de cette Compagnie, leurs successeurs et ayants droit, sont par les présentes constitués et déclarés être une corporation et compagnie politique et corporative, sous le nom et la dénomination de " LA COMPAGNIE D'ASSURANCE DELTA DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, " et sous ce nom elle aura succession perpétuelle, pourra ester en justice, et sera capable d'acquérir, posséder, recevoir et retenir des propriétés réelles et personnelles, et de les vendre, céder, transférer et aliéner, et elle pourra faire tous les actes et choses nécessaires pour l'exercice des pouvoirs conférés par cette charte, et elle pourra avoir un sceau commun, et le changer à volonté.

2. Les affaires de la Compagnie seront dirigées par un conseil d'administration composé de cinq directeurs, qui seront choisis parmi les actionnaires, et qui seront élus chaque année, le premier lundi de janvier, à partir de l'année 1874, et ils seront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et aient pris possession de leurs bureaux respectifs.

3. Le conseil d'administration aura le droit de choisir parmi ses membres un président, qui sera le président de la Compagnie, et il pourra nommer tels autres officiers, agents et employés qu'il jugera nécessaires pour les affaires de la Compagnie, et il pourra leur donner tels pouvoirs et leur assigner tels devoirs qu'il jugera à propos, et il pourra exiger de tous ces officiers, agents et employés, ou de quelques-uns d'entre eux, tels cautionnements qu'il jugera à propos, et il pourra les révoquer à volonté, et il pourra fixer leurs salaires ou leurs émoluments